

Reprise de la séance.

L'hon. M. ROWELL: Monsieur l'Orateur, au moment où la séance fut suspendue, je parlais de la résolution adoptée par la conférence impériale de guerre, relative à l'exclusion de l'Allemagne de l'industrie des métaux non ferrugineux. La Chambre a dû le constater, je ne me suis proposé qu'un seul but: faire rapport des procédures de la conférence plutôt que discuter les questions qu'on y a soulevées et débattues à fond. Le temps m'étant limité, je dois nécessairement m'en tenir à ce qui a été réellement fait. Mais me permettra-t-on de faire observer qu'à propos de cette résolution et d'autres touchant les ressources impériales, peut-être, les questions en jeu avaient une importance spéciale du fait de la guerre qui se poursuivait alors? L'Allemagne ne s'était pas contentée, durant les vingt-cinq années qui avaient précédé la guerre, de faire paisiblement entrer les produits de son industrie dans tous les pays du monde, mais elle avait encore réussi à s'accaparer l'industrie métallurgique de l'univers, surtout cette partie des métaux non ferrugineux qui l'a placée dans la situation supérieure qu'elle occupait lorsque la guerre éclata; et le but de cette résolution était d'empêcher autant que possible qu'une pareille situation se renouvelât dans l'avenir. Les honorables députés observeront qu'en ce qui concerne le Canada—et l'on doit en dire autant des autres colonies autonomes—il n'est pas facile de régler la question au moyen d'une loi, vu le partage des pouvoirs législatifs entre le Gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Ces derniers, exerçant la haute main sur leurs propres terres, règlent l'exploitation des mines dans les limites de leur province respective.

L'hon. M. LEMIEUX: Mon honorable ami a-t-il dans l'esprit des gisements de minerais se trouvant au Canada et que des Allemands auraient exploité pour des fins de guerre? Un certain nombre de cas semblables se sont produits en Australie.

L'hon. M. ROWELL: Je parlais du principe général qui est en jeu. En ce qui concerne le Canada, cette résolution fait l'objet de l'étude du ministère des Mines à qui il incombe d'aviser à l'attitude que le Canada doit prendre—s'il doit en adopter une—dans le but de mettre en vigueur cette résolution.

M. BUREAU: Puis-je demander si la conférence avait dans l'idée, au temps de l'adoption de cette résolution, l'exercice de la

[L'hon. M. Rowell.]

haute main sur les mines de nickel du Canada?

L'hon. M. ROWELL: Il va sans dire que ces mines produisent une matière première très importante et fort essentielle non seulement pour le Canada, mais encore pour tout l'empire, et je m'étais proposé de faire allusion à cet aspect du problème dans une résolution qu'on adopterait plus tard.

Une autre question que la conférence a étudiée et qui revêt pour nous un intérêt peut-être moins direct que celui que nous avons dans la résolution que je viens de mentionner, ce fut celle de la libération des industries de l'empire de la dépendance des produits allemands, telles que les teintures. Cette résolution, le n° 10, est ainsi conçue:

La conférence prend note de l'attitude qu'a adoptée et qu'a en vue le gouvernement de Sa Majesté dans le dessein de libérer l'industrie du Royaume-Uni de la nécessité d'acheter les teintures allemandes, et elle recommande aux gouvernements de l'empire d'étudier immédiatement la nature des moyens qu'ils peuvent prendre pour seconder les efforts du gouvernement impérial en vue de promouvoir l'heureux développement de l'industrie des teintures dans l'empire britannique et d'empêcher aussi la domination ennemie sur nos industries essentielles.

Le Chambre se rappellera la situation malheureuse dans laquelle la Grande-Bretagne, l'empire et les Etats-Unis se trouvaient lorsque la guerre commença. Ils devaient compter exclusivement sur l'Allemagne pour se procurer les teintures et d'autres matières premières essentielles, et il est certain que la Grande-Bretagne est bien décidée à ne plus être mise en face d'un pareil état de choses, mais à prendre le moyen de pousser le travail des usines répandues dans tout l'empire, et dont le maintien est indispensable à la vie industrielle du pays. Je crois que l'Angleterre prend les moyens voulus pour faire passer cette résolution dans la pratique.

L'une des questions les plus importantes étudiées par la conférence fut celle de la haute main à exercer sur les matières premières.

M. READ (Prince): La résolution relative aux produits non-ferrugineux avait-elle pour but la fusion de tous les métaux du Canada et de l'empire, ce qui nous aurait empêché de faire concurrence à titre d'entité séparée?

L'hon. M. ROWELL: Non, elle n'avait pas pour but d'intervenir d'une façon ou d'une autre dans notre liberté d'action. Tout ce qu'on proposait, c'était que toutes les parties de l'empire en agissent suivant ce que faisait la Grande-Bretagne, afin d'assurer